



La quinzaine nordique

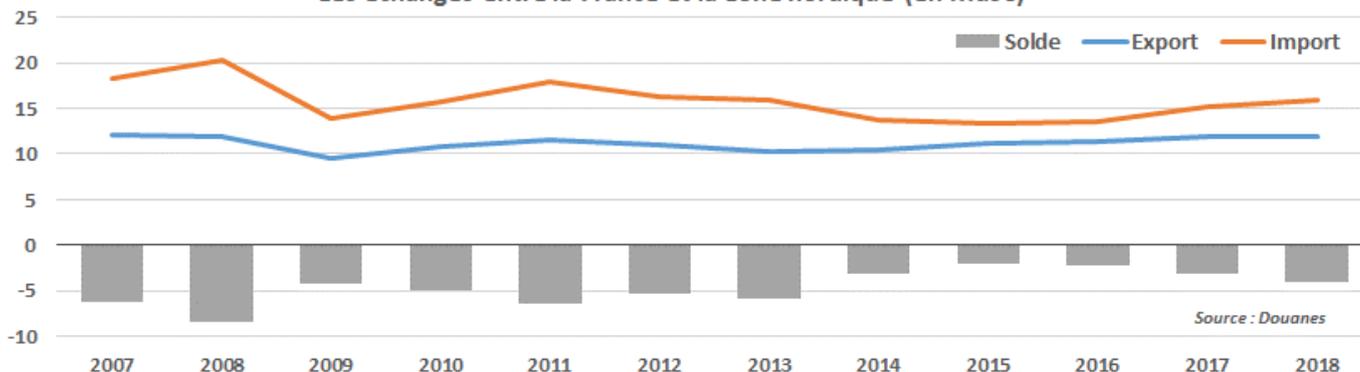
© DG Trésor

N° 170 du 15 février 2019

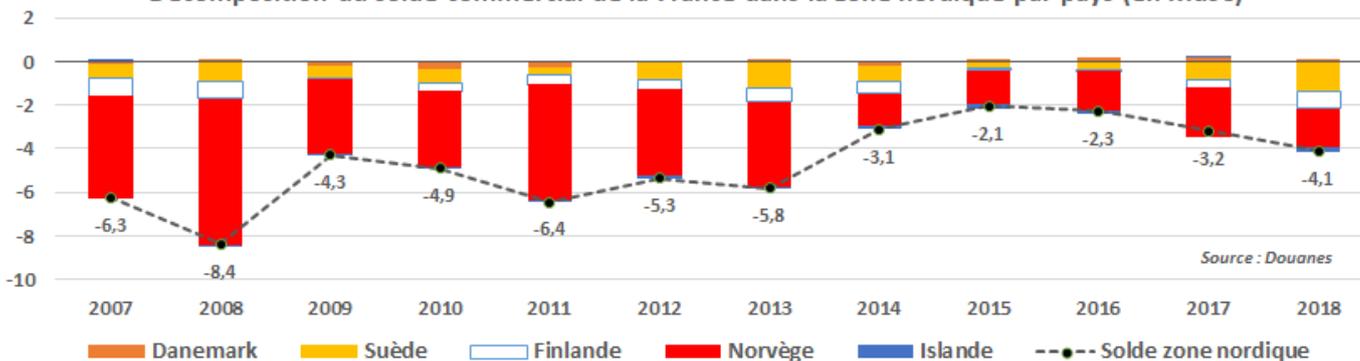
Pays Nordiques

Commerce extérieur. Les douanes françaises ont publié le 8 février les résultats du commerce extérieur de la France : s'agissant des échanges de biens, la zone nordique reste le 10^{ème} client de la France au niveau consolidé avec 11,8 Mds€ d'exportations en 2018, en recul de 1,3%. Seuls les échanges avec le Danemark génèrent un excédent commercial de 70 M€, tandis que le déficit vis-à-vis de la zone dans son ensemble s'est creusé de 3,2 à 4,1 Mds€ : la contraction du déficit vis-à-vis de la Norvège (1,8 Md€ contre 2,2 Mds€ en 2017)) est largement compensée par la dégradation des soldes commerciaux avec la Suède (de -0,9 à -1,4 Md€), la Finlande (de -0,3 à -0,8 Md€) et l'Islande (de +86 M€ à -216 M€). La Suède reste de loin le premier partenaire commercial de la France dans les pays nordiques avec 42% des échanges. Les résultats du commerce extérieur de la France en 2018 peuvent être consultés [ici](#).

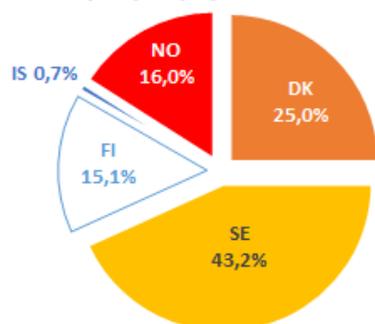
Les échanges entre la France et la zone nordique (en Mds€)



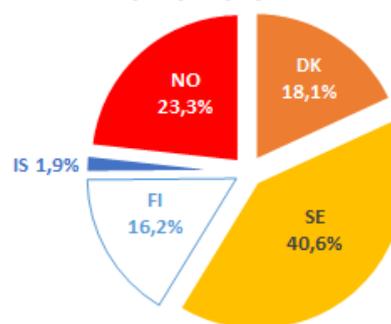
Décomposition du solde commercial de la France dans la zone nordique par pays (en Mds€)



Exportations de la France vers la zone nordique par pays en 2018



Importations de la France depuis la zone nordique par pays en 2018

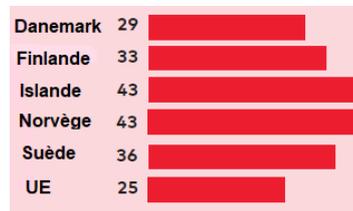


Source : Douanes



Mobilité. Le Conseil Nordique souhaite faciliter la mobilité au sein de la zone (pays baltes inclus) pour les entreprises et ressortissants nordiques. Différentes mesures présentées dans un rapport visent ainsi à simplifier les démarches administratives et l'entrée sur le marché du travail *via* la numérisation des procédures, la reconnaissance mutuelle des diplômes et une meilleure compréhension linguistique. Une carte d'identité nationale digitale entrera en fonction à l'horizon 2020 pour permettre un accès facilité aux services publics.

Parité dans les Conseils d'administrations. Au sein de la zone nordique, la représentation des femmes dans les conseils d'administration des grands groupes est la plus élevée en Islande et Norvège avec 43% des administrateurs, contre 36% en Suède et 33% en Finlande. Même si le Danemark ferme la marche des pays nordiques avec 29%, le niveau de représentation des femmes dans les CA y reste supérieur à la moyenne de l'Union européenne (25%).



Véhicules autonomes. Selon un rapport de KPMG, la Norvège, la Suède et la Finlande sont parmi les 10 pays les mieux préparés à l'arrivée des voitures autonomes. Cette évaluation se fonde sur 25 critères classés en 4 catégories : politiques et législation, technologie et innovation, infrastructures et marché des véhicules autonomes. La Norvège se classe 3^{ème} derrière les Pays-Bas et Singapour et devant les Etats-Unis ; la Suède est 5^{ème}, suivie par la Finlande (6^{ème}).

Danemark

Servicisation. De plus en plus d'entreprises manufacturières danoises vendent des services avec leurs produits. En 10 ans (2007 à 2017), la proportion d'entreprises de fabrication qui ajoutent ou intègrent un service dans le produit a triplé (d'environ 20% à environ 60%). Ceci ressort d'une nouvelle analyse qui compare des données de l'Université de Cambridge, du panel d'entreprises de DI, d'une étude de Copenhagen Business School de 2017 et d'une étude de 2018 de la Commission européenne. L'étude de la Commission estime le « taux de servicisation » des PME danoises à 70%, soit le plus élevé des 10 pays européens étudiés (dont l'Allemagne, les Pays-Bas et la France).

Épargne. L'Épargne des Danois a augmenté de 40 Mds DKK (5,4 Mds€) en 2018, d'après les chiffres de la Banque nationale du Danemark. Les Danois dépensent aujourd'hui en moyenne 95 DKK pour 100 DKK gagnés, alors qu'auparavant ils dépensaient 106 DKK (recours au crédit) pour la même somme d'argent gagnée. Mais, il n'y a pour autant pas de recul net de la consommation des ménages, en légère hausse au dernier trimestre 2018. Cette augmentation conjointe de la consommation et de l'épargne s'expliquerait par une hausse du taux d'emploi et du niveau de salaires, qui auraient augmenté le revenu disponible des ménages.

Airbnb. Les Danemark est l'un des pays européens où les habitants ont le moins tendance à réserver un hébergement d'un autre particulier via internet, selon Eurostat. En 2018, seulement 11 % des Danois ont réservé un hébergement privé en ligne, alors que la moyenne européenne était de 19% (l'Irlande et le Royaume-Uni en tête avec un quart des habitants ayant réservé un hébergement auprès d'un autre particulier en 2018, la France légèrement au-dessus de la moyenne européenne avec 21%). D'après *Danmarks Statistik*, les personnes âgées de 25 à 34 ans utilisent le plus les sites tels qu'Airbnb et la tendance est aussi plus forte dans les grandes villes : 18% des Copenhagois ont réservé un hébergement auprès d'un autre particulier en 2018, contre 7,5% des résidents dans la région de Zélande.

Commerce de détail. 20% des commerces danois sont déficitaires et manquent de fonds propres, selon un rapport de l'entreprise d'audit FSR, appuyé par les données de l'agence de notation *Experian*. Un tiers de ces commerces seraient en outre déficitaires. Cet état des lieux conduit FSR à conclure que le secteur de la vente de détail devrait connaître une phase de consolidation dans les trois à cinq années à venir. La cause principale de ce déclin est attribuée à l'essor du commerce en ligne, à l'origine d'une concurrence accrue.

Finlande

Revenu de base. Un premier bilan a été dressé le 8 février par l'agence de la sécurité sociale (KELA) et le ministère des Affaires sociales et de Santé après une expérimentation menée sur un échantillon de 2 000 chômeurs qui ont reçu un revenu universel non imposable de 560 € pendant deux ans, versé sans conditions de revenus et sans obligation de chercher un emploi. Le gouvernement souhaitait ainsi tester un nouveau système d'indemnisation de chômage. Selon les premiers éléments, ce revenu de base ne se présenterait pas comme une solution très prometteuse sur le plan de l'emploi stricto sensu. Les personnes touchant un revenu de base ont travaillé en moyenne 0,5 journée de plus par an par rapport à la population de référence. Le taux des personnes ayant reçu un salaire était de 43,7% parmi les bénéficiaires du revenu de base contre 42,9% pour les autres. En revanche, cette mesure aurait contribué plus nettement à renforcer le bien-être des bénéficiaires, se déclarant bien portants à 55% (contre 46% pour les autres).

Santé. Une motion de censure a été déposée par l'opposition en raison de l'état des soins de santé pour les personnes âgées à la suite de l'éclatement d'un scandale dans des maisons de retraite médicalisées. La motion a été rejetée par 99 voix contre 88 au Parlement. L'une des solutions pour remédier à ce problème de soins serait d'imposer par la loi un ratio patients-soignants de 0,7, qui se traduirait par l'embauche de 4 000 personnes et une dépense de 200-300 M€. Une rallonge budgétaire pour la surveillance des services de soins devrait être votée au Parlement le 26 février.



Infrastructures ferroviaires. Le gouvernement a annoncé le 1^{er} février la fondation d'un groupe de cinq entreprises pour accélérer le renouveau du réseau ferroviaire du pays et favoriser l'ouverture à la compétition du trafic passager. L'Etat finlandais, *via* la création de l'entreprise Rail Baltica (du même nom que le projet de couloir ferroviaire traversant les pays baltes), va ainsi devenir actionnaire de la *joint-venture* RB Rail AS. Cette annonce a été très bien accueillie par l'Estonie qui souhaitait une participation de la Finlande dans le projet *Rail Baltica*. La contribution finlandaise se ferait d'abord sous forme de prise de capital à hauteur de 2 M€. Les travaux de modernisation du couloir ferroviaire reliant les capitales baltes au réseau ferré européen et passant par Varsovie débiteront en 2020. Ce projet représente une opportunité pour la Finlande, notamment en lien avec l'éventuelle construction d'un tunnel sous-marin reliant Helsinki et Tallinn, dont le coût s'élève à 15 Mds€. Le coût du projet *Rail Baltica*, long de 870 km et comprenant 7 gares, est estimé à 5,8 Mds€, dont 85% seraient financé par le programme *Connecting Europe Facility* de l'Union européenne.

Islande

Politique monétaire. Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale a décidé de maintenir son taux directeur inchangé à 4,5%. Dans son communiqué, la Banque centrale a indiqué qu'une politique monétaire plus restrictive pourrait être nécessaire dans les mois à venir, selon les décisions qui seront prises dans le cadre des négociations salariales en cours, ainsi que de la politique budgétaire et fiscale.

Icelandair. Le 6 février dernier, le groupe *Icelandair* a annoncé que des changements importants pour l'avenir : après avoir renoncé à la gestion de ses activités hôtelières et avoir décidé de recentrer ses activités sur les opérations aériennes en 2018, le groupe prévoit une réorganisation de ses huit divisions, composées de quatre divisions principales et de quatre fonctions auxiliaires. Selon l'actuel PDG du groupe, Bogi Nils Bogason, ces changements ont pour but de simplifier le suivi des opérations, d'accroître leur adaptabilité à l'environnement d'exploitation et de renforcer leur avantage concurrentiel en développant leur flotte, leur réseau de routes et le fret aérien. Le groupe a également évoqué la préparation de la vente de l'agence de voyage Iceland Travel. La situation financière de la compagnie aérienne est jugée solide, selon son PDG, malgré une perte de 6,6 Mds ISK (48,6M€) en 2018.

Télécommunications. Un projet de troisième câble de données sous-marin reliant l'Islande au continent européen est actuellement à l'étude. En cas de défaillance d'un des deux câbles existants, celui-ci prendrait le relais. Les deux câbles existants reliant l'Islande au Royaume-Uni et au Danemark ont une capacité de transfert de 11 et de 34 téraoctets par seconde, contre 60 à 160 téraoctets par seconde pour le nouveau câble qui constituerait un atout pour l'attractivité islandaise afin d'attirer des data centers. Farice, fournisseur de services de télécommunication, détenu à la fois par Arion Bank, Landsvirkjun, et l'Etat islandais, exploite déjà les deux premiers câbles sous-marins vers l'Europe continentale. Le Fonds islandais des télécommunications a récemment signé avec Farice un accord de travail DTS (Desk Top Study). Les travaux DTS impliquent la sélection des sites d'atterrissage pour ce nouveau câble ainsi qu'une étude des fonds marins qui devrait avoir lieu avant l'été 2019. Les coûts de cette étude sont estimés à 260 MISK (2M€), auxquels devront s'ajouter les coûts de la pose du câble estimés entre 4 et 5 Mds ISK (soit entre 29 M€ et 37 M€).

Norvège

Conjoncture. La croissance de l'économie norvégienne s'est accélérée en 2018, s'élevant, pour la croissance « continentale » à 2,2% (+0,2 point par rapport à 2017), d'après l'Institut national de statistique (SSB). Le PIB continental, c'est-à-dire hors production d'hydrocarbures et transport maritime, est l'indicateur privilégié pour la Norvège pour neutraliser de la volatilité des cours du pétrole. En incluant les hydrocarbures et le transport maritime, le PIB global a progressé de 1,4% en 2018, après 2,0% en 2017. L'année 2018 s'est achevée sur une croissance de 0,9% au T4, grâce notamment à un rebond du secteur agricole, après un troisième trimestre difficile en raison de la sécheresse. Ces résultats surpassent les prévisions de la Banque de Norvège et confortent ainsi les chances d'une nouvelle hausse du taux directeur norvégien, attendue en mars. Actant la reprise économique du pays, la Banque centrale norvégienne avait augmenté son taux à 0,75% en septembre 2018.

Brexit. La Norvège et l'Islande négocient actuellement avec la Grande-Bretagne un accord commercial temporaire, qui porte sur le maintien des droits de douane actuels sur les biens échangés entre les deux pays. Oslo est également en pourparlers avec Londres au sujet d'un accord similaire sur le transport maritime de marchandises et de passagers, les services portuaires et l'activité offshore. Fin janvier, le ministre de la Pêche, Harald T. Nesvik, a été reçu par son homologue britannique, George Eustice, à Londres pour évoquer les effets du Brexit : la Norvège ayant exporté des produits de la mer vers la Grande-Bretagne pour une valeur de 6,2 Mds NOK (632 M€) en 2018, elle souhaiterait prolonger tous les accords existants, même en cas de « no-deal », afin de ne pas pénaliser ses exportations de poissons.

Politique industrielle. Le ministre du Commerce et de l'Industrie, Torbjørn Røe Isaksen, a présenté fin janvier huit axes pour refonder la politique industrielle norvégienne, parmi lesquels le recours à l'industrie pour faire face au changement climatique, et la mise en avant de la recherche et de l'éducation dans le domaine de l'industrie. Il souhaite mettre en place une politique industrielle active, qui comprend, entre autres, le développement des centres de recherche, le projet de capture et de stockage du carbone (CCS) et des réformes pour faciliter les investissements industriels en Norvège.



Bourse d'Oslo. L'opérateur boursier américain Nasdaq va lancer une offre publique d'achat (OPA) amicale de près de 770 M\$ (673 M€) sur la Bourse d'Oslo, soit près de 50 M€ de plus que le prix offert (625 M€) par Euronext dans son OPA publiée mi-janvier. Fin janvier, le conseil d'administration et la directrice exécutive de la Bourse d'Oslo, Bente Landsnes, avaient recommandé aux actionnaires d'accepter l'offre du Nasdaq. Malgré une surenchère d'Euronext qui avait relevé son offre, de 625 à 695 M€, Bente Landsnes a réitéré le 11 février sa recommandation aux actionnaires en faveur de l'offre du Nasdaq. L'OPA du Nasdaq bénéficie de l'appui de 35,1% des actionnaires de la Bourse d'Oslo, dont les deux plus gros, la banque DNB et le fonds de pension KLP, tandis qu'Euronext dit avoir reçu le soutien de 50,5% des actionnaires. Face à ces deux offres concurrentes, le dernier mot pourrait revenir aux autorités norvégiennes dont l'aval est indispensable pour toute prise de participation supérieure à 10%.

Investissements pétroliers. Le secteur pétrolier norvégien poursuit sa reprise. Lors de la présentation au début du mois de février de ses résultats du 4^{ème} trimestre de l'année 2018, Equinor a ainsi annoncé d'importants bénéfices (3,9 M\$ soit 3,4 M€), une hausse de ses investissements en 2019 (11 Mds\$ soit 9,7 Mds€) et de ses dépenses de prospection (1,7 Md\$ soit 1,5 Md€). De façon générale, les investissements du secteur devraient augmenter fortement en 2019 : ils sont estimés à 175 MNOK (17,8 M€), soit une hausse de 12% par rapport à 2018.

Suède

Brexit. Selon un sondage effectué par la banque Swedbank, seulement 33% des entreprises suédoises se sont réellement préparées aux possibles conséquences d'un éventuel « hard Brexit », à savoir une sortie du Royaume-Uni sans accord. Cela signifie que 2/3 des entreprises n'ont pas mis en place de stratégie ad hoc. La part des entreprises prêtes dans l'industrie (39%) est, par ailleurs, plus élevée que dans le secteur des services (25%).

Rémunération. Le salaire annuel moyen des 50 CEO suédois les mieux rémunérés a atteint 21,6 MSEK avant impôts en 2017, soit 2,2M€. Ce montant correspond aux salaires cumulés de 59 ouvriers de l'industrie (55 en 2016). L'écart des salaires entre les dirigeants et les ouvriers de l'industrie s'est considérablement creusé depuis les années 80, lorsque les salaires des dirigeants étaient en moyenne 9 fois supérieurs à ceux des cols bleus.

Bénévolat. Le travail bénévole est estimé, selon une récente étude de l'Office suédois des statistiques (SCB), à environ 13 Mds€ en 2014, soit 3,3% du PIB. Ce montant correspond de très près au poids du commerce de détail (également 3,3% du PIB), ce qui illustre l'importance de ce type d'activité en Suède. Une majorité du travail non rémunéré volontaire est effectué au sein des associations sportives et caritatives. Au total il s'agit de 676 millions d'heures effectuées par 3,7 millions de personnes (58% pour les hommes et 42% pour les femmes) qui sont à l'origine de cette estimation, la première dans le genre en Suède. Une étude similaire de l'Insee en 2016 estimait le poids du bénévolat et du travail associatif à 680 000 emplois en équivalent temps plein.

Sagax. L'entreprise immobilière suédoise qui investit dans l'immobilier Parisien depuis 2015 vient d'acheter un nouvel ensemble immobilier, composé essentiellement de six bâtiments industriels en Ile-de-France, d'une superficie globale de 30 000m² et au prix de 25 M€ en janvier 2019.

Göteborg-Lyon. La compagnie aérienne nordique BRA ouvre une nouvelle ligne directe entre Göteborg et Lyon (2h30) à compter de mars 2019 avec des A/R deux fois par semaine (lundi et jeudi). La région Rhône Alpes et celle de Göteborg ont depuis longtemps une étroite collaboration industrielle en raison des investissements importants faits par Volvo AB dans Renault Trucks qui est basé à Saint-Priest/Vénissieux/Vaulx-en-Velin dans la grande banlieue lyonnaise.

STMicroelectronics/Norstel AB. Le groupe franco-italien STMicroelectronics, leader mondial de la production de semi-conducteurs et d'électronique, va acquérir 55% des parts le producteur suédois de carbure de silicium Norstel. STMicroelectronics dispose également d'une option pour l'acquisition des 45% restants, sous conditions. Si celle-ci est exercée, le prix total de l'acquisition s'élèvera à 137,5 M\$. Le carbure de silicium sert principalement à la fabrication de composants de puissance utilisés dans les véhicules électriques.

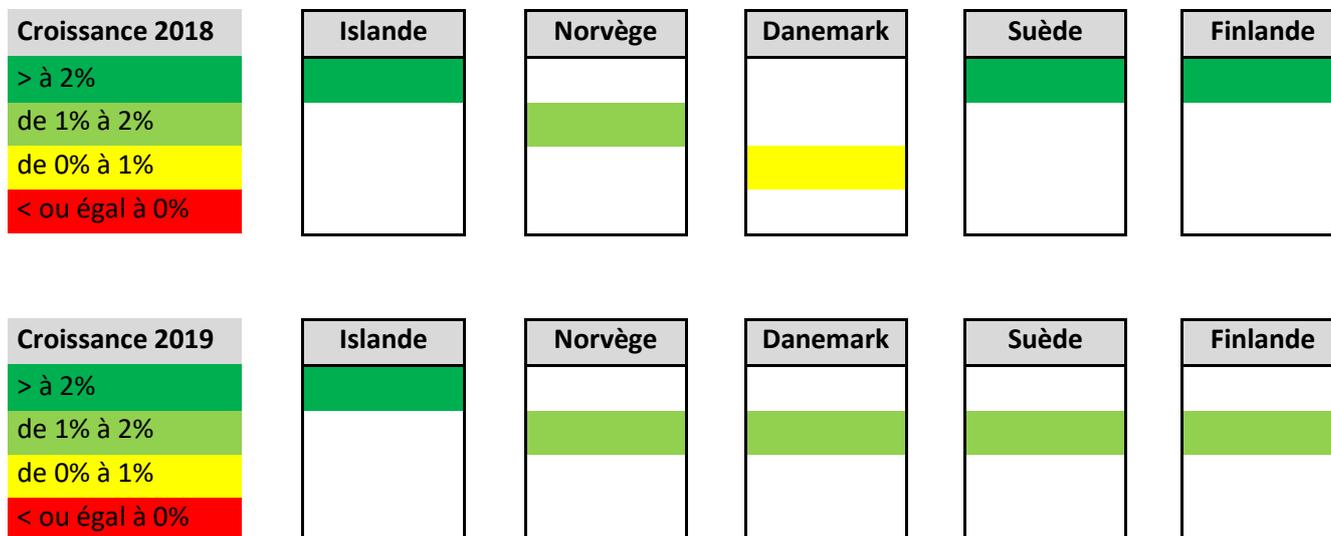
Spotify. Après 13 ans d'activité, le géant de la musique streaming a enregistré pour la première fois un bénéfice trimestriel d'une valeur de 94 M€ au T4 2018. Ce résultat est supérieur aux prévisions mais les estimations pour l'année 2019 font état d'une perte pouvant aller jusqu'à 3,8 Mds SEK (360 M€). Spotify confirme également son souhait de devenir un leader du service de podcast après l'acquisition de 2 compagnies américaines (Gimlet media et Anchor). Le montant des transactions n'a pas été rendu public mais le géant du streaming a déjà annoncé l'achat de plusieurs entreprises au cours de l'année 2019 pour un budget total de 4,6 Mds SEK (440 M€). Le CEO de Spotify a ainsi déclaré qu'à terme, jusqu'à 20% des services offerts par le groupe sortiront du champ de la musique streaming.

IKEA. Le géant de l'ameublement poursuit la transformation de son *business model* en annonçant la création d'un service de leasing de fournitures de bureau qui sera d'abord expérimenté en Suisse, avant d'être lancé à plus grande échelle. A la fin de la location, IKEA récupère les meubles et les répare pour les revendre. Le groupe a également annoncé lancer la vente de pièces détachées pour permettre aux particuliers de réparer eux-mêmes leurs meubles. Ces deux nouveaux services s'inscrivent dans une logique d'économie circulaire visant à contribuer à l'allongement de la durée de vie des produits.



La quinzaine nordique – 15 février 2019 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (février 2019)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
PIB										
Gouvernement	1,9	1,7	3,0	1,7	1,7	2,3	2,5	2,1	-	-
Banque centrale	1,9	1,8	2,9	2,2	1,7	2,0	2,2	1,3	4,3	1,8
Institut stat./conj****	2,3	2,0	2,8	2,4	1,4	2,4	2,2	1,3	3,8	2,5
Commission*	0,8	1,6	2,5	1,9	1,7	1,9	2,2	1,3	3,4	3,1
FMI**	2,0	1,9	2,6	1,8	2,1	1,9	2,2	2,0	3,7	2,9
OCDE***	1,2	1,9	2,8	1,8	1,6	1,9	2,5	1,9	3,8	2,8
SEB	1,1	2,0	2,3	1,9	2,1	2,5	2,2	1,6	-	-
Nordea	0,9	1,8	2,3	1,5	2,5	2,6	2,3	1,0	-	-
Danske Bank	1,0	2,0	1,7	1,5	2,2	2,6	2,2	1,4	-	-

Source :

* Prévisions d'hiver (février 2019)

** World Economic Outlook (octobre 2018)

*** Perspectives économiques (novembre 2018)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Státice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Déficit public										
Gouvernement	-0,3	0,2	-0,7	-0,3	3,9	-	1,0	1,0	-	-
Commission*	0,2	-0,1	-0,8	-0,2	5,1	5,0	1,1	0,9	1,3	1,0
FMI**	-0,7	-0,5	-0,9	-0,6	5,7	5,7	0,8	0,6	0,7	0,5
OCDE***	0,0	-0,3	-0,6	0,0	5,3	5,4	1,2	1,2	1,3	1,3

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Dette publique										
Gouvernement	35,4	34,6	59,9	59,1	-	-	37,7	34,3	-	-
Commission*	33,3	32,2	59,8	58,5	31,8	30,4	37,8	35,5	41,0	38,8
FMI**	34,7	34,0	60,3	59,6	36,4	36,4	37,9	34,5	33,8	31,4

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Autres										
inflation (IPCH)*	0,8	1,5	1,2	1,6	3,0	2,3	2,1	1,9	-	-
cons. privée*	2,3	2,2	2,4	2,1	2,3	1,8	2,4	2,3	5,4	4,0
chômage (BIT)*	5,2	4,9	7,8	7,2	3,4	3,2	6,3	6,2	2,9	3,1

Source :

 * *Prévisions d'automne (novembre 2018)*

 ** *World Economic Outlook (octobre 2018)*

 *** *Perspectives économiques (novembre 2018)*

 **** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement

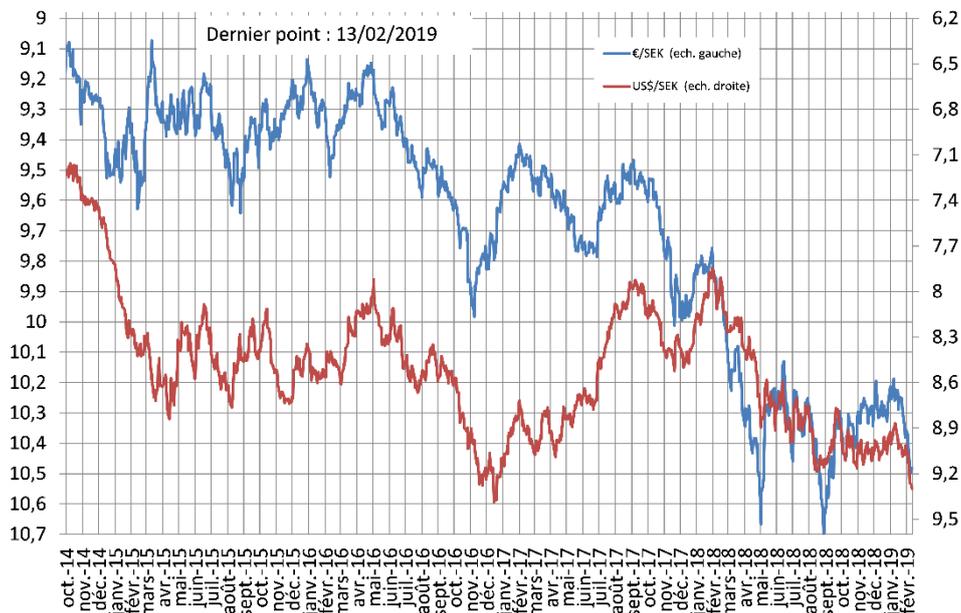
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

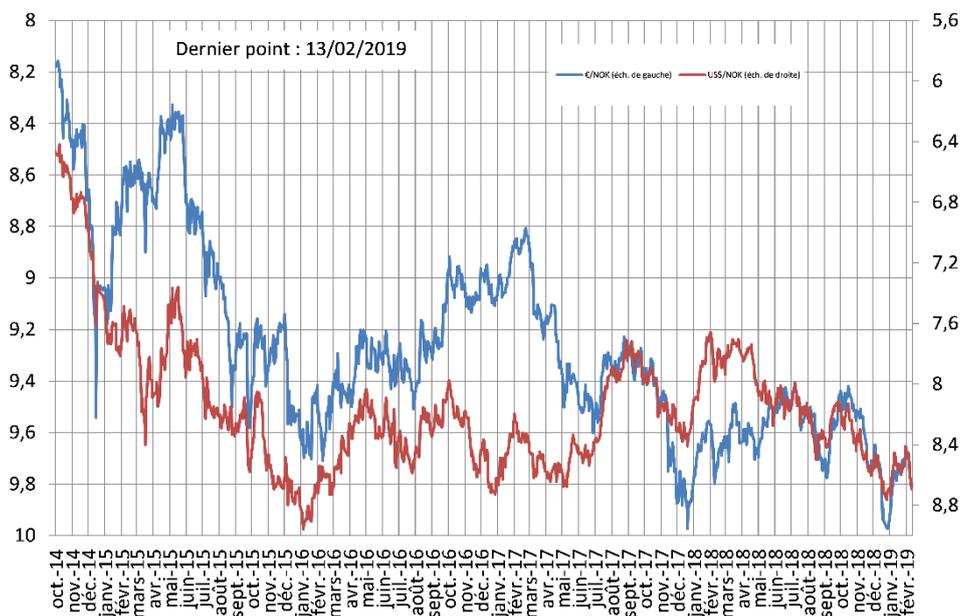


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J.-T. Pénet, I. Saragosa), Helsinki (P. Poulighen, L. Vihinen, I. Ezzeddine), Oslo (S. Morvan, J. Castay), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaître, J. Grosjean, R. Saudrais, F. Caudron).